

# L'Education nationale sous le choc

Par [Rodrigo Arenas](#), co-président de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) — 26 août 2020 à 12:17

**Depuis la crise sanitaire le secteur privé s'installe dans la grande maison républicaine de l'Education nationale. On assiste à une accélération de la vente à la découpe de l'école publique. Tribune.**

Comme il y a les profiteurs de guerre, il y a les vautours du désastre. Dans son célèbre essai *la Stratégie du choc*, Naomi Klein décrit bien comment les catastrophes, naturelles ou humaines offrent toujours aux forces du marché de nouveaux territoires à conquérir. Certes, dans le sillage de la crise sanitaire, et de ses bouleversements sociaux et économiques, on a parlé d'un «*retour de l'Etat*». Mais quand l'Etat se met au service des intérêts privés, c'est le bien commun qui recule.

Dans le «monde d'après», l'Education nationale est un cas d'école. Depuis 2017, on pouvait déjà observer un renforcement très net des dispositions en faveur du secteur privé de l'enseignement, sous les auspices bienveillants et assumés du ministre lui-même. Ainsi, la réforme pour rendre obligatoire la scolarité dès l'âge de 3 ans avait élargi aux écoles privées le financement par les collectivités, réduisant d'autant les flux vers le public. Il y eut aussi ces déclarations et initiatives des proches du Président : sa femme, Brigitte Macron, qui se rapproche des «Live», établissements privés cofinancés par le groupe de luxe LVMH s'adressant prioritairement aux plus nécessiteux ; ou sa belle-fille, Tiphaine Auzière, qui vient d'ouvrir à grand renfort de communication une école privée hors contrat, «Autrement», et reprend à son compte personnel le credo méritocratique républicain pour «*donner toutes leurs chances aux plus méritant.e.s*».

## **Merci patron !**

Mais depuis la fin du confinement, la tendance s'accélère. Partout en France, on a vu se développer en lieu et place des activités proposées en temps normal par les personnels de l'Education nationale des dispositifs «2S2C» (sport-santé-culture-civisme) mis en œuvre par le secteur privé, pour les demi-journées où les enfants n'étaient pas accueillis à l'école. Autrement dit, ce sont des associations ou des entreprises qui ont proposé aux enfants des activités sportives, culturelles ou sanitaires, sur le temps scolaire avec le soutien des autorités, locales et nationales. Et voilà comment le secteur privé, sans autre contrôle que celui des communes, parvient à s'installer dans la grande maison républicaine de l'Education nationale. Dans le même esprit, les entreprises privées qui proposent des certifications en langues étrangères sont désormais rémunérées par l'Etat pour faire passer des tests de langue, devenus obligatoires par la loi. Merci Patron !

Et ce n'est pas tout : la chaîne de grande distribution Auchan, en partenariat avec l'éditeur Hatier, a reçu cet été le label de l'Education nationale «vacances apprenantes», cette idée de génie du ministre Blanquer pour pallier les cours manqués pendant le confinement. Des cours de maths comme produit d'appel pour attirer les familles dans les centres commerciaux, il fallait y penser ! On attend avec impatience le partenariat avec McDo pour soulager les familles des repas de cantine pris à la maison.

## **«Projet»**

Profiteurs du désastre, les acteurs privés de l'éducation sont à la fête. Au même moment, pour des raisons budgétaires, l'Etat refuse la prise en charge des masques pour tous les élèves, dont il martèle par ailleurs qu'ils sont indispensables à la lutte contre la pandémie. La privatisation d'un service public suit toujours la même logique: financements publics réduits, dysfonctionnements croissants, exaspération des usagers, solutions privées. La croissance impressionnante du marché des «petits cours privés» n'a pas d'autre moteur.

Tout cela interroge. Faut-il s'inquiéter que ceux qui s'occupent d'école dans l'entourage d'Emmanuel Macron, tout comme lui, n'aient jamais fréquenté les bancs de l'école publique ? Cette privatisation de l'école républicaine ferait-elle partie de ce fameux «projet» hurlé un soir de campagne ? Quoi qu'il en soit, il semble que la crise des derniers mois ait bien permis d'accélérer la vente à la découpe de l'école publique. Il est urgent d'exiger l'arrêt de cette commercialisation. Et de tirer d'autres leçons de cette crise sanitaire.